Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1869.

Liquidation des pensions des officiers de l'ancienne marine militaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Je ne crois pas nécessaire d'entrer dans de très-longs développements pour justifier pleinement la proposition de loi que j'ai eu l'honneur de vous soumettre et dont les sections viennent d'autoriser la lecture.

Cette proposition est si logique et si équitable que je ne doute pas un seul instant que la Chambre ne consente à l'adopter.

En 1830, à la révolution, la Belgique possédait le noyau d'un corps d'officiers de marine dont les talents et le dévouement, s'ils avaient été convenablement employés, auraient pu, depuis cette époque, lui rendre de précieux services au point de vue de son commerce. — En effet, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire dans mon discours sur la réorganisation consulaire, la protection accordée au commerce dans les mers lointaines est l'un des principaux moyens de favoriser son extension, alors surtout qu'il s'agit de pays comme le nôtre, dont le peuple n'est pas poussé naturellement vers les entreprises transocéaniques.

Je ne veux pas m'étendre ici sur les avantages que le pays aurait retirés d'une institution qui aurait empêché la Belgique d'oublier peu à peu, selon les paroles que je rappelais il y a quelques jours, que *la mer baigne une de ses frontières*.

Je ne parlerai pas non plus de l'influence qu'exerce une pareille institution sur l'existence et le développement de la marine marchande, ni des facilités qu'elle donne pour établir, au loin, des rapports commerciaux directs, ni de son utilité au point de vue du goût de la profession maritime. — Un soldat peut s'improviser; un officier de terre peut n'avoir, à un moment donné, qu'une instruction et une expérience restreintes; mais il faut de longues années pour faire de bons matelots et de bons officiers de marine.

Je le répète, la situation actuelle, que je regrette, ne me permet pas de développer tous ces points, que ne comporte pas d'ailleurs le sujet qui nous occupe.

Il s'agit, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire hier, Messieurs, d'une question de justice.

Les quelques officiers de marine qui nous restent ont vu tout à coup leur carrière brisée; ils ont conservé, en général, le grade qu'ils avaient à cette époque; ils n'ont pu jouir de l'avancement qu'avaient leurs camarades de l'armée, et cependant, on a continué d'exiger d'eux des services qui, joints au genre tout spécial d'études qu'ils ont faites, les ont mis dans l'impossibilité de se consacrer à une autre profession.

Beaucoup d'entre eux, ainsi que je le disais hier, ont été les supérieurs d'officiers de l'armée de terre qui aujourd'hui sont officiers généraux et supérieurs. — Restés fatalement dans les grades subalternes, ils se verront pensionnés dans des conditions injustes et désastreuses. Aussi, proposé-je de réparer cette injustice en liquidant leurs pensions conformément aux prescriptions de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles, modifiée par celle du 17 février 1849. — L'augmentation de dépenses qui en résultera pour le Trésor pourra s'élever, si je ne me trompe, à environ 30,000 francs.

Qu'il me soit permis, en terminant, d'appeler la sérieuse attention de mes honorables collègues sur les considérations suivantes, qui, selon moi, sont toutes-puissantes et doivent décider la Chambre. La proposition que j'ai l'honneur de faire ne peut, en aucune manière, constituer un précédent : la marine n'existe plus. Ce service est devenu purement civil, et quelques-uns de ses fonctionnaires seront, ainsi que je le disais hier, pensionnés aux termes de la loi sur les pensions civiles, tandis que les autres, dont la carrière militaire a été brusquement arrêtée, devront cependant se contenter d'une pension de retraite incomplète, puisqu'ils doivent se conformer à la loi sur les pensions militaires, qui, à diverses reprises, a été le sujet de vives réclamations de la part des officiers de l'armée, dont l'avancement a cependant été régulier.

Nous n'avons plus qu'un nombre fort restreint d'officiers de marine, une quinzaine, si je ne me trompe, dont l'avenir a été complètement sacrifié et qui ne demandent qu'une juste et équitable compensation de ce sacrifice. C'est là le but du projet de loi pour lequel j'ai l'honneur de solliciter votre approbation.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les pensions des officiers de l'ex-marine militaire seront liquidées conformément à la loi sur les pensions civiles du 21 juillet 1844, modifiée par la loi du 17 février 1849.

D'HANE-STEENHUYSE.